

LRT- SEGOU

Evaluation sommative de la deuxième période:

Classe : 12^{ème} T.S.ECO
Durée : 04heuresEpreuve d'Economie
Coefficient : 04

I / ANALYSE DE DOCUMENT:..... [5 pts]

Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA de 2019 à 2021

Indicateurs économiques	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021
UEMOA	6.0	0,3	5,3	-0,6	1,7	1,7
Bénin	6,9	2,0	5,0	-0,9	2,5	2,0
Burkina-Faso	5,7	-2,0	3,9	-3,2	2,0	2,0
Côte d'Ivoire	6,5	1,8	6,2	0,8	1,2	1,4
Guinée-Bissau	4,5	-2,9	3,0	0,2	2,0	2,0
Mali	5,1	-2,0	<u>4,0</u>	<u>-2,9</u>	0,5	<u>1,5</u>
Niger	5,9	0,5	6,9	-2,5	4,4	1,7
Sénégal	5,3	-0,7	5,2	1,0	2,2	2,2
Togo	5,3	0,0	3,0	0,7	1,4	1,5

Source : Rapport du FMI, perspectives économiques régionales : Afrique Subsaharienne, octobre 2021

CONSIGNE :

1. Que signifient les chiffres en gras soulignés ?
2. Calcule le TAG du **PIB** au Mali sur la période.
3. Calcule le TAAM de l'**Inflation** au Mali sur la période.

II / DISSERTATION :..... [15 pts]

SUJET :

Le Mali est victime d'une crise due aux sanctions économiques et financières de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

CONSIGNE :

A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu expliqueras les effets pervers que subit le Mali puis tu proposeras les pistes de solutions pour que le pays puisse émerger son économie afin de retrouver sa stabilité.

Document 1 :

Le 09 janvier 2022, la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a ordonné la fermeture des frontières avec le **Mali** au sein de l'espace sous régional et la suspension des échanges autres que de produits de première nécessité.

La **CEDEAO** garde le cap, réunie vendredi 25 mars à Accra au Ghana, elle a annoncé le maintien des **sanctions** à l'encontre du **Mali** en raison du retard pris pour la remise du pouvoir aux civils.

Le Mali s'isole encore un peu plus. Bamako a annoncé, dimanche 15 mai, son retrait du G5 Sahel et de sa force militaire anti djihadiste pour protester contre le refus qui lui est opposé d'assurer la présidence de cette organisation régionale formée avec la Mauritanie, le Tchad, le Burkina Faso et le Niger. « Le gouvernement du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe », indique son communiqué. Le G5 Sahel avait été créé en 2014 et sa force anti djihadiste lancée en 2017.

Il est vrai qu'il existe une véritable lame de fond au Mali quant à l'intervention occidentale et en particulier française. Les Maliens s'interrogent sur la capacité des militaires français à intervenir au Mali et sur l'adéquation de cette intervention avec les défis auxquels le pays est confronté. Cette interrogation, voir cette suspicion remonte à bien longtemps. Les premiers questionnements datent de 2014/2015, lorsque les Maliens ont constaté une détérioration progressive de la sécurité dans leur pays.

Source : lepoint

Document 2 :

Le calcul de la CEDEAO et de l'UEMOA est simple : que l'embargo force les autorités dites de transition à soumettre un calendrier acceptable de retour des civils au pouvoir. Le Mali, dépourvu d'accès à la mer, importe 70 % des denrées consommées quotidiennement par ses habitants, selon l'ONU. Et le lien aujourd'hui restreint avec le Sénégal (plus de 20 % des importations maliennes proviennent du Sénégal et 80 % de son fret passe par Dakar) ou la Côte d'Ivoire est vital. Seuls trois pays frontaliers ont maintenu leurs frontières ouvertes, la Mauritanie, l'Algérie et la Guinée.

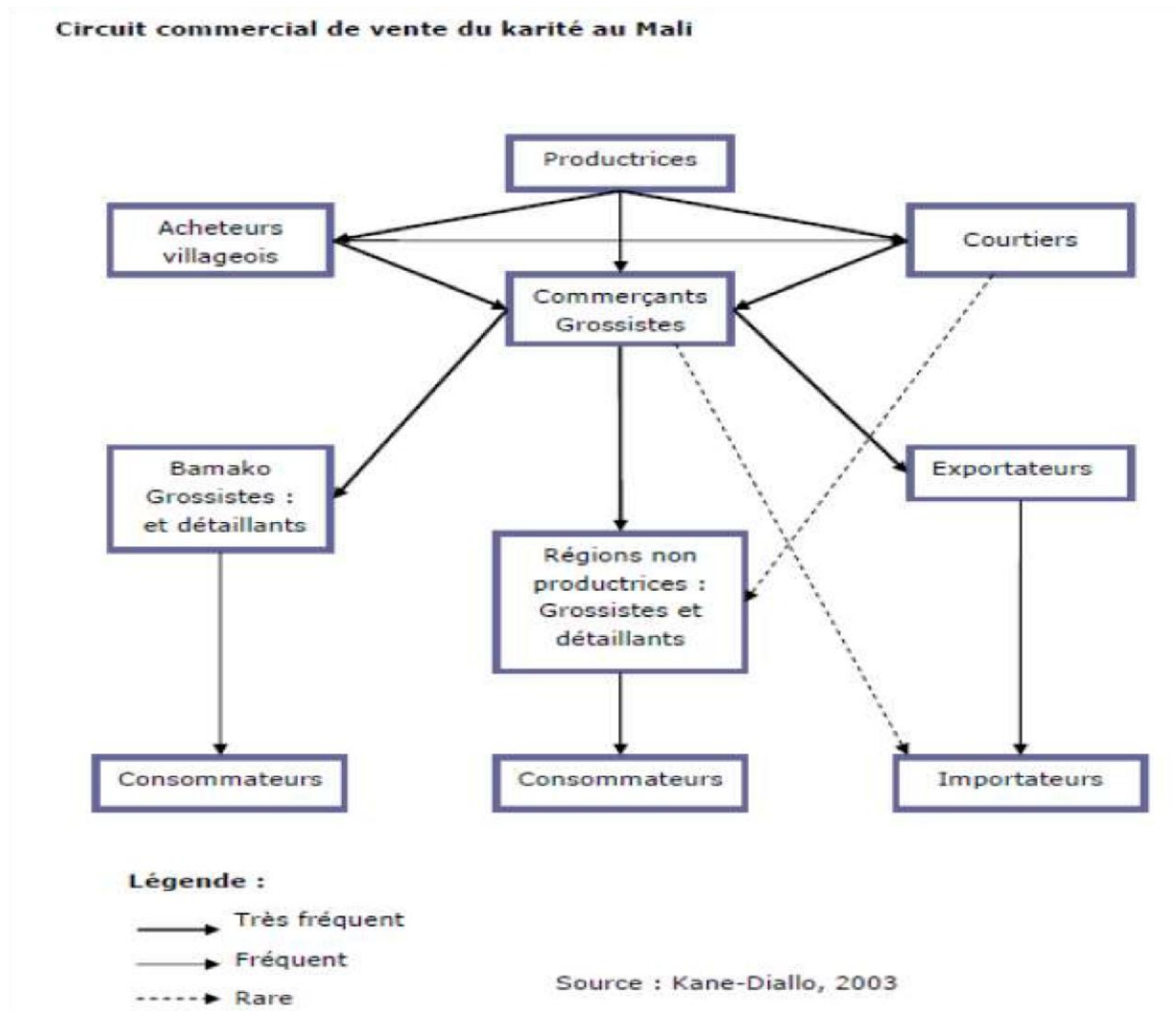
Depuis l'engagement de la France en 2013, jamais le ton n'était monté aussi haut entre Paris et Bamako. Temps fort de cette crise ouverte, les propos tenus par le Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga. Qualifiant de « **abandon en plein vol** » le plan français de réduction de sa présence au Mali, sa diatribe onusienne a aussitôt provoqué la réaction du président français qui déclarait « **démocratiquement nulle** » la légitimité du gouvernement malien.

Depuis les sanctions adoptées par la **CEDEAO** le 09 janvier 2022 à l'encontre de la junte au pouvoir au **Mali**, la population subit les hausses de prix et la vie chère.

Les **embargos** commerciaux provoquent, toutefois, des chocs macro- économiques et des bouleversements économiques et sociaux d'une ampleur telle que l'aide humanitaire ne peut les atténuer et que dans le bien-être des populations, leur état de santé n'est pas seul à être affecté.

Source : lepoint

Document 3 :



Document 4 :

Le voyant le plus visible s'est peut-être allumé fin janvier quand le Mali s'est retrouvé dans l'incapacité d'honorer des remboursements de plus de 30 millions de dollars empruntés sur le marché ouest-africain. « À cause des restrictions et malgré des avoirs suffisants du Trésor public du Mali dans ses livres, la Banque centrale (des États de l'Afrique de l'Ouest, BCEAO) n'a pas procédé au règlement de l'échéance du 28 janvier 2022 », a indiqué le ministre de l'Économie et des Finances Alousséni Sanou. Le Mali « a toujours honoré ses engagements sur le marché financier et tient à rassurer les investisseurs de sa volonté et de sa capacité à faire face à ses engagements ». Le gouvernement a directement accusé la BCEAO d'avoir violé ses statuts en appliquant les sanctions financières décidées par les organisations régionales contre la junte au pouvoir à Bamako.

Une dimension supplémentaire vient de s'ajouter à la crise au Sahel. Avec l'arrivée ces derniers jours d'hommes en arme russes au Mali, des militaires selon Bamako, des mercenaires du groupe Wagner selon Paris et ses alliés, le conflit dans la région, qui se nourrissait de tensions religieuses, communautaires, économiques et environnementales, devient également objet de rivalités internationales.

Source : lepoint

Document 5 : Une croissance soutenue en 2022

Après une reprise de la croissance en 2021, la hausse des exportations de coton et un secteur aurifère solide soutiendront l'accélération de l'activité en 2022. La mise en place d'une subvention pour l'achat d'engrais et la hausse du prix du coton en 2021 ont stimulé sa production (15 % du PIB). Bien que les perspectives du secteur resteront soumises aux aléas climatiques, cela annonce une bonne campagne agricole 2021/2022, qui permettrait au pays de retrouver sa place de 1er producteur africain d'or blanc en 2022. Plus généralement, le secteur agricole (40 % du PIB) sera soutenu par des financements internationaux, comme l'accord sur un prêt du Fonds international de développement agricole (FIDA), ratifié en 2021. Alors que plus de 60 % des emplois sont liés au secteur (15 % au coton), sa reprise favorisera la consommation des ménages (64 % du PIB). Le pouvoir d'achat des ménages pourrait aussi bénéficier du faible taux d'inflation, grâce à l'ancrage du Franc CFA à l'euro. La consommation permettrait au secteur tertiaire, toujours en convalescence en 2021, de poursuivre sa reprise en 2022.

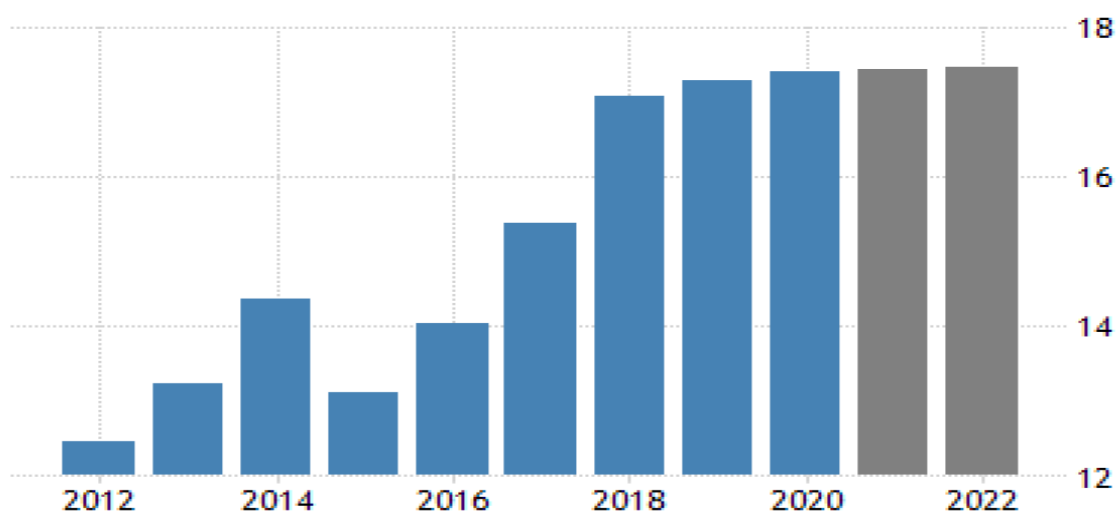
Pour **contourner les sanctions**, certains analystes affirment que le **Mali** pourrait créer sa propre monnaie et ainsi quitter le système monétaire ouest-africain. « On ne peut pas exclure que le **Mali** se tourne vers d'autres possibilités, vers des pays partenaires qui leur fourniraient des réserves de change.

Pour sortir de l'impasse, il faut désamorcer l'escalade et rétablir le dialogue. À cet égard, le rappel mutuel des ambassadeurs entre le Mali et la CEDEAO est contre-productif car il réduit les canaux de communication. La levée des sanctions doit commencer par là.

Les partenaires internationaux du Mali doivent dépasser la focalisation sur les dates des élections pour orienter le dialogue vers les objectifs concrets que devra servir une prolongation de la transition, désormais inévitable. Dans ce dialogue, les partis politiques, qui ont tout intérêt à la tenue rapide de scrutins qui pourraient les ramener au pouvoir, et la société civile soucieuse d'une sortie de crise durable pourraient être des alliés de poids pour dégager une solution équilibrée et départager les réformes urgentes de celles qui peuvent attendre. Leur implication permettrait à la CEDEAO d'activer des leviers de pression interne, réduisant ainsi les suspicions de manipulations extrarégionales.

Source : lepoint

Document 6 : Le PIB du Mali de 2012 à 2022



Source : INSAT-MALI